

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-cinquième session

Rome, 6-8 septembre 2005

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANCÉES PAR LE FIDA	iv
RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE	v
RÉSUMÉ	vi
I. INTRODUCTION	1
II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Le secteur agricole	2
C. La pauvreté rurale	3
D. Difficultés et possibilités en matière de réduction de la pauvreté rurale	5
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté	6
III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS	8
IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA	10
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	10
B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets	12
C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec les ONG et le secteur privé	13
D. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions	14
E. Domaines de concertation	14
F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille	15
G. Cadre provisoire des prêts et programme de travail à horizon mobile	15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	2
III. STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE SWOT)	4
IV. FIDA'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (AXES STRATÉGIQUES DU FIDA POUR LE PROGRAMME DE PAYS PROPOSÉ)	10
V. ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPPEMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT)	12

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Kip lao (LAK)
USD 1,00	=	927 LAK (octobre 1996)
USD 1,00	=	10 850 LAK (avril 2005)
LAK 1,00	=	0,00009 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BAsD	Banque asiatique de développement
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
SNCRP	Stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

Année budgétaire

1^{er} octobre – 30 septembre

CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANÇÉES PAR LE FIDA



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE

Titre du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil	Entrée en vigueur du prêt	Date actuelle de clôture	Code du prêt/don	Monnaie	Montant du prêt/don approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
Projet agricole pilote du Casier-Sud	BAsD	BAsD	PF	18 sept. 79	15 fév. 80	31 déc. 86	L-I-22-LA	DTS	4 700 000	3%
Projet relatif à la production agricole	Banque mondiale	Banque mondiale	PF	12 sept. 83	08 juin 84	31 mars 91	L-I-130-LA	DTS	6.600.000	100%
Projet de crédit rural	FIDA	UNOPS	PF	10 sept. 87	22 juin 88	31 déc. 94	L-I-207-LA	DTS	3 500 000	96%
Projet de développement agricole de la province de Xieng Khouang	FIDA	UNOPS	PF	19 avr. 90	08 mars 91	31 déc. 98	L-I-256-LA	DTS	4 100 00	63%
Projet de sécurité alimentaire de la province de Bokeo	FIDA	UNOPS	PF	19 avr. 94	07 août 95	30 sept. 03	L-I-351-LA	DTS	2 950.00	95%
Projet de développement rural dans le Sayabouri nord	FIDA	UNOPS	PF	04 déc. 97	30 mars 98	31 déc. 04	L-I-459-LA	DTS	5 300.00	100%
Projet de développement agricole de la province de Xieng Khouang -Phase II	FIDA	UNOPS	PF	03 déc. 98	27 avr. 99	31 déc. 05	L-I-491-LA	DTS	4 950.00	96%
Projet d'appui aux initiatives communautaires dans la province d'Oudomxai	FIDA	UNOPS	PF	23 avr. 02	19 sept 02	30 sept. 10	L-I-586-LA	DTS	10 800 000	38%
Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces d'Attapeu et de Sayabouri	FIDA	UNOPS	PF (75%)	19 avr. 05			L-I-660-LA	DTS	11 300 000	
Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces d'Attapeu et de Sayabouri	FIDA	UNOPS	don	19 avr. 05			L-I-781-LA	DTS	450 000	

BAsD = Banque asiatique de développement, UNOPS = Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, PF = particulièrement favorables, DTS = droits de tirage spéciaux.

RÉSUMÉ

1. **Généralités.** Un exposé des options et stratégies d'intervention (COSOP) pour la R.D.P. lao a été formulé en 1996. Le FIDA a procédé en 1999 à un examen de sa pertinence et, en collaboration avec le gouvernement, a réétudié en 2000 la stratégie arrêtée pour le pays. En 2003, une nouvelle stratégie a été élaborée pour l'assistance à la R.D.P. lao, à l'issue d'un processus consultatif mené dans le pays sur un mode participatif, y compris: a) un examen conjoint par le gouvernement et le FIDA du portefeuille d'activités dans le pays réalisé en janvier 2003; b) l'évaluation par le gouvernement de ses politiques et priorités et la préparation d'un premier projet de stratégie pour le pays effectué entre mars et mai 2003; c) une étude participative des moyens de subsistance réalisée en juin 2003 pour tenir compte des perspectives et stratégies de subsistance des ruraux pauvres dans le projet de stratégie pour le pays; d) une mission de programmation menée à bien en juin 2003 pour examiner le projet de stratégie arrêtée pour le pays avec les organismes de développement bilatéraux et multilatéraux et identifier les options et possibilités de partenariat pour le financement proposé par le FIDA; et e) un atelier de confrontation avec la réalité organisé conjointement par le gouvernement et le FIDA en novembre 2003, auquel ont pris part des représentants des institutions publiques, des organismes bilatéraux et multilatéraux de développement, des ONG internationales, des instituts de recherche et du secteur privé. La finalisation du COSOP a été reportée pour pouvoir l'aligner sur la stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté (SNCRP).
2. **Le pays.** Le pays comptait 5,7 millions d'habitants en 2004, la densité de la population étant de 24 habitants au km² et son taux de croissance annuel de 2,6%. Quatre-vingt-cinq pour cent de la population est rurale.
3. **L'économie.** Les Nations Unies classent la R.D.P. lao au nombre des pays les moins développés (PMA), avec un revenu national brut (RNB) de 340 USD en 2004, un indicateur du développement humain (IDH) de 0,534 situant le pays au 135^{ème} sur 177 pays en 2002. En 2004, le produit intérieur brut (PIB) a progressé au rythme de 6% et l'inflation est tombée à environ 11%.
4. **L'agriculture** est le principal secteur de l'économie; elle comptait en 2003 pour 49% dans le PIB, progresse à un rythme annuel estimé à 3,8% et emploie 80% de la main-d'œuvre nationale, mais reste essentiellement axée sur la subsistance, le riz représentant plus de 90% de la production végétale totale. Les terres arables représentent 4% de la superficie de terres du pays. La superficie moyenne des exploitations agricoles familiales est de 1,6 ha, 18% d'entre elles sont irriguées et la productivité reste faible. Les cultures itinérantes représentent environ un tiers de la superficie totale cultivée.
5. **Développement rural.** La stratégie de développement rural du gouvernement repose sur le programme des pôles de développement, lancé en 1998. Ce programme entend regrouper les ressources destinées au développement et les populations des régions les plus vulnérables du pays par pôles ou zones ayant accès à toute une gamme de services et de moyens d'appui, y compris les intrants techniques, les débouchés, les services sociaux et les voies de desserte. L'objectif est de réduire la pauvreté, de résoudre les problèmes sociaux et environnementaux posés par l'agriculture itinérante et la production de l'opium et d'améliorer le développement humain.
6. **Situation de la pauvreté.** L'incidence de la pauvreté est passée de 46% en 1992/93 à 39% en 1997/98, puis à 33% en 2002/03. En R.D.P. lao, la pauvreté est pour l'essentiel un phénomène rural, puisque 38% de la population des zones rurales vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 2002/03.
7. **Stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté.** La SNCRP est un schéma directeur pour promouvoir la croissance et le développement, avec un cadre opérationnel à moyen terme pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015. Cette stratégie met l'accent sur la croissance dans l'équité et le développement de l'infrastructure socioéconomique et des ressources humaines. Le gouvernement est résolu à tout faire pour que le pays ne compte plus au

nombre des pays les moins avancés (PMA) d'ici à 2020 et à réduire l'incidence de la pauvreté de 48% de la population en 1990 à 24% d'ici à 2015. Il s'est engagé à: a) assurer une croissance économique soutenue; b) accélérer le développement humain et institutionnel; c) améliorer la gouvernance; et d) assurer la pérennité de l'environnement.

8. Les **enseignements tirés** de l'expérience du FIDA dans le pays portent sur: a) l'approche du développement rural; b) le développement agricole et la gestion des ressources naturelles; c) les approches participatives; d) la décentralisation et le développement institutionnel; e) les effectifs; f) le développement de l'infrastructure rurale; g) la problématique hommes-femmes; h) l'appui à l'exécution; i) les partenariats et le cofinancement; et j) les politiques et les stratégies.

9. La **stratégie arrêtée pour le pays** aidera le gouvernement à mettre en oeuvre sa SNCRP et à atteindre les OMD. Elle sera ciblée sur les districts pauvres et très pauvres et les groupes marginalisés des hauts plateaux pour que son impact sur la réduction de la pauvreté soit maximal. Elle aidera à atteindre les résultats fixés en matière de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la gestion du portefeuille, d'influence accrue au niveau des politiques et institutions favorables aux pauvres, de renforcement des partenariats et de gestion améliorée des connaissances. L'aide du FIDA devrait privilégier les aspects de la réduction de la pauvreté rurale liés à l'amélioration des moyens de subsistance, y compris le renforcement des capacités des pauvres et de leurs organisations, l'introduction de systèmes agricoles remplaçant les cultures itinérantes sur les hauts plateaux et la résolution des problèmes de répartition des terres s'y rapportant, le développement de l'accès aux marchés et du développement agricole induit par le marché ainsi que la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités.

10. Les principales **possibilités d'innovation et d'interventions dans le cadre des projets** du FIDA en R.P.D. lao consisteront à aider le gouvernement à mettre en oeuvre la SNCRP et à réduire la pauvreté rurale dans les zones géographiques ciblées en appuyant le développement communautaire et la décentralisation, le développement agricole et la gestion des ressources naturelles communautaires, la diversification des revenus et la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités.

11. **Partenariat.** Il existe des possibilités de partenariat avec des institutions nationales et internationales de recherche, d'autres organismes de développement, des ONG internationales sélectionnées, ainsi qu'avec le secteur privé.

12. La **concertation** avec le gouvernement portera sur: a) l'élaboration d'une méthodologie pragmatique d'attribution des terres et de stabilisation des cultures itinérantes sur les hauts plateaux, reposant sur le principe de la durabilité des moyens de subsistance des populations de ces zones et de celles qui les ont quittées et ont été réinstallées ailleurs; et b) l'introduction progressive de la décentralisation de l'autorité, des fonctions, des ressources et des responsabilités en ce qui concerne la planification, le financement et l'exécution des actions de réduction de la pauvreté aux niveaux des provinces, des districts et des villages.

13. Les **principaux domaines d'action pour améliorer la gestion et les opérations du portefeuille** du FIDA sont les suivants: a) amélioration des approches du renforcement des capacités des communautés et institutions locales en ce qui concerne le développement participatif, les compétences techniques, la gestion des contrats et des finances, les systèmes de suivi et d'évaluation ainsi que d'établissement des rapports; b) renforcement de la responsabilité des institutions locales en ce qui concerne la planification, le financement et l'exécution décentralisées; c) adoption de solutions efficaces et novatrices pour résoudre le problème du manque de personnel, notamment à l'échelle des districts; d) renforcement des partenariats avec d'autres parties prenantes du développement dans les mêmes zones géographiques et secteurs afin de tirer parti des synergies et de la coordination; e) utilisation des enseignements tirés de l'expérience pour améliorer les interventions des projets; f) amélioration de l'évaluation de la performance des projets moyennant des examens réguliers du

portefeuille du pays et le renforcement du rôle joué par les organismes gouvernementaux et l'institution coopérante du FIDA aux niveaux de l'appui à l'exécution, de la supervision et de la gestion du portefeuille; g) recours au système de gestion des résultats et de l'impact pour assurer une gestion des actions de réduction de la pauvreté rurale axée sur les résultats et l'impact; et h) prévoir la durabilité et la reproductibilité.

14. **Programme de travail dans le pays.** Le programme de travail aura pour objectif d'atteindre les résultats escomptés de la stratégie arrêtée pour le pays. Le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) déterminera l'allocation des ressources du FIDA dans le pays, y compris des prêts à des conditions particulièrement favorables et des dons. À partir des évaluations actuelles du SAFP, la note concernant l'évaluation par l'Association internationale de développement (IDA) du cadre politique et institutionnel du pays en 2003 est de 2,58; la note concernant la performance du secteur rural est de 3,77; la note concernant les risques est de 5; et la note globale sur la performance du pays est de 3,96 (soit le 14^{ème} rang des 33 pays de la région Asie et Pacifique), et le score du pays en 2004 est de 426 716. Pour 2005, il est prévu pour la R.D.P. lao dans le SAFP une allocation minimale de 1,0 million de USD par an, en raison essentiellement de sa faible population.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO**EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS****I. INTRODUCTION¹**

1. La République démocratique populaire lao (R.D.P. lao) est devenue membre du FIDA en 1978. À la fin de juin 2005, l'assistance accordée par le FIDA à la R.D.P. lao comprenait neuf prêts accordés à des conditions particulièrement favorables pour financer des projets d'un montant total de 48,0 millions de DTS, soit 71,8 millions de USD, et des dons d'un montant global de 2,1 millions de USD.

2. Un exposé des options et stratégies d'intervention (COSOP) en R.D.P. lao a été formulé en 1996, en coopération étroite avec le gouvernement. Des examens en ont été effectués en 1999 et 2000 pour en réévaluer la pertinence. En 2003, une nouvelle stratégie a été arrêtée pour l'aide du FIDA à la R.D.P. lao compte tenu de: a) l'évolution de la situation socioéconomique du pays et des politiques, stratégies et institutions publiques; b) la stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté (SNCRP)² adoptée par le gouvernement et ses répercussions pour l'aide future du FIDA à ce pays; et c) le Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006 et sa stratégie régionale pour la région Asie et le Pacifique.

3. Pour assurer la participation de toutes les parties prenantes et la prise en charge de la stratégie de pays par le gouvernement, le présent COSOP a été préparé à l'issue d'un processus participatif, y compris: a) un examen conjoint par le gouvernement et le FIDA du portefeuille d'activités dans le pays réalisé en janvier 2003; b) l'évaluation par le gouvernement de ses politiques et priorités et la préparation d'un premier projet de stratégie pour le pays effectué entre mars et mai 2003; c) une étude participative des moyens de subsistance réalisée en juin 2003 pour tenir compte des perspectives et stratégies de subsistance des ruraux pauvres dans le projet de stratégie pour le pays; d) une mission de programmation menée à bien en juin 2003 pour examiner le projet de stratégie arrêtée pour le pays avec les organismes de développement bilatéraux et multilatéraux et identifier les options et possibilités de partenariat pour le financement proposé par le FIDA; et e) un atelier de confrontation avec la réalité organisé conjointement par le gouvernement et le FIDA en novembre 2003 à Vientiane, auquel ont pris part des représentants des institutions publiques, des organismes bilatéraux et multilatéraux de développement, des ONG internationales, des instituts de recherche et du secteur privé. La finalisation du COSOP a été reportée pour pouvoir l'aligner sur la SNCRP de la R.D.P. lao.

II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE**A. L'économie et le secteur agricole³**

4. **Le pays.** La R.D.P. lao est un pays sans littoral d'une superficie de 236 800 km², frontalier avec le Cambodge, la Chine, Myanmar, la Thaïlande et le Viet Nam. Il compte 16 provinces, une municipalité spéciale, une région spéciale, 142 districts, 10 868 villages et 852 500 ménages. Le pays se divise en deux zones agroéconomiques: les plaines (peuplées essentiellement de groupes ethniques), principalement situées le long du fleuve Mékong; et les hauts plateaux en altitude (où la population est multiethnique), le long des frontières septentrionale et orientale. Environ 4% de

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

² Cette stratégie est l'équivalent de la stratégie pour la réduction de la pauvreté en R.D.P. lao.

³ La majorité des statistiques données dans la présente section provient de la stratégie d'assistance au pays de l'IDA pour la R.D.P. lao, en date du 10 mars 2005.

la superficie du pays est cultivée et 80% montagneux. Le pays comptait 5,7 millions d'habitants en 2004, la densité de la population étant d'environ 24 personnes au km² et son taux annuel de croissance de 2,6%. Quatre-vingt-cinq pour cent de la population est rurale et 54% a moins de 20 ans. La population se compose de 49 groupes ethniques appartenant à quatre familles ethnolinguistiques.

5. **L'économie.** Les Nations Unies classent la R.D.P. lao au nombre des pays les moins avancés (PMA). En 2004, le revenu national brut du pays était de 340 USD. Avec un indicateur du développement humain de 0,534, la R.P.D. lao est 135ème sur 177 pays. En 1986, elle a entamé la transformation de son économie planifiée en une économie de marché dans le cadre de son Nouveau dispositif économique et a lancé une série de réformes axées sur les marchés. Des progrès significatifs ont été obtenus en matière de croissance économique, de réforme institutionnelle, de transformation structurelle et de gestion macroéconomique, jetant les bases fondamentales d'une économie de marché. La R.D.P. lao est devenue membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et de sa zone de libre-échange en 1997.

6. Le PIB a progressé au rythme de 6,3% par an entre 1991 et 2000 et de 5,6% entre 2001 et 2004. En 2004, la croissance annuelle a atteint 6%, l'inflation tombant à environ 11%. Le déficit budgétaire se situait à près de 3,9% et le déficit de la balance courante à 8,5% du PIB. L'investissement étranger direct se chiffrait à 184 millions de USD et le service total de la dette représentait 11,9% de la valeur des exportations de biens et de services. La R.D.P. lao reste fortement tributaire de l'aide extérieure, qui représente environ 39% des dépenses publiques totales et 61% du budget d'investissement.

7. Au cours des cinq années à venir, le taux de croissance du PIB devrait tourner autour de 5 à 7% par an, l'ensemble des indicateurs économiques devant s'améliorer en conséquence. Pour atteindre ces objectifs, il faudra lancer de nouvelles réformes dans les domaines ci-après: a) gestion des dépenses publiques; b) entreprises publiques et secteur bancaire; c) gestion des ressources naturelles; et d) régime commercial et développement du secteur privé.

B. Le secteur agricole

8. **L'agriculture**, y compris foresterie et pêche, est le principal secteur de l'économie de la R.D.P. lao; avec une part de 49% du PIB en 2003 et un taux de croissance estimé à 3,8%, ce secteur emploie 80% de la main-d'œuvre nationale. Il est essentiellement axé sur la subsistance. Les cultures végétales comptent pour 54% dans le PIB agricole, l'élevage et la pêche 36% et la foresterie 10%. Les forêts couvrent 54% de la superficie totale des terres du pays et les terres agricoles 4%. La superficie moyenne des exploitations agricoles familiales est de 1,6 ha. Dix huit pour cent d'entre elles ont accès à l'irrigation. Les systèmes de cultures itinérantes représentent environ un tiers de la superficie totale cultivée. La productivité de l'agriculture reste faible, soit environ 199 USD par travailleur par an, le revenu moyen que les ménages tirent de l'agriculture étant de 200 USD par ha. Le riz représente plus de 90% de la production végétale totale, près de 95% des familles agricoles en produisent pour leur propre consommation. La R.D.P. lao doit produire 2 millions de tonnes de riz par an pour atteindre l'autosuffisance et doit donc accroître sa production de 50 000 tonnes par an pour suivre le rythme de croissance de sa population.

9. **Le développement rural.** La stratégie de développement rural de la R.D.P. lao a pour fondement juridique et politique les Instructions du Bureau du Premier ministre⁴. Ces dernières

⁴ La première instruction du Bureau du Premier ministre, qui date de mars 2000, définissait le cadre général de l'autodéveloppement populaire décentralisé, précisant que les provinces seraient des unités de planification stratégique, les districts d'élaboration des plans et des budgets et les villages (communautés) des unités d'exécution. L'instruction 010 de juin 2001 axe clairement sur la réduction de la pauvreté l'autodéveloppement communautaire en lançant le processus de planification et d'exécution du développement centré sur la pauvreté et les pauvres au niveau local.

définissent les besoins de la décentralisation et de la réduction de la pauvreté dans le cadre de l'autodéveloppement au niveau local. La stratégie de développement rural du gouvernement repose sur le programme des pôles de développement, lancé en 1998. Ce programme entend regrouper les ressources destinées au développement et les populations des régions les plus vulnérables du pays par pôles ou zones ayant accès à toute une gamme de services et de moyens d'appui, y compris les intrants techniques, les débouchés, les services sociaux et les voies de desserte. L'objectif est de réduire la pauvreté, de résoudre les problèmes sociaux et environnementaux posés par l'agriculture itinérante et la production de l'opium et d'améliorer le développement humain.

10. Juridiquement, toutes les terres de la R.D.P. lao appartiennent à l'État, bien que les particuliers aient le droit de louer ou de vendre les droits d'utilisation de leur lopin. On estime qu'il existe 1,6 million de parcelles dans le pays. Au cours des dernières années du programme de réforme agraire, plus de 100 000 titres de propriété ont été attribués aux populations locales tant en zones urbaines qu'en milieu rural. Le gouvernement envisage d'attribuer des titres de propriété à 400 000 familles au cours des cinq années à venir. La phase suivante du programme de réformes consistera à encourager la création de marchés fonciers efficaces. Quand il aura été bien expliqué ce que sont les titres de propriété et qu'ils peuvent servir de garantie pour emprunter, il est prévu d'encourager l'investissement privé. Le gouvernement met en oeuvre un programme d'attribution et de planification de l'utilisation des terres qui se répercutera sur les régimes de propriété et d'utilisation des terres des populations à la fois des plaines et des hauts plateaux.

C. La pauvreté rurale

11. **Définition de la pauvreté.** En juin 2001, le gouvernement a publié sa définition officielle de la pauvreté: "la pauvreté est l'incapacité de satisfaire à ses besoins humains essentiels, par exemple le manque de nourriture (moins de 2 100 calories par personne par jour), de vêtements appropriés, de logement permanent, l'incapacité de financer les soins de santé, l'éducation des membres de la famille et le manque d'accès aux routes pour le transport." Le seuil officiel de pauvreté en milieu rural est défini comme étant un revenu familial moyen de 82 000 LAK (8 USD), soit le minimum requis pour assurer un apport de 2 100 calories par personne et par jour. Les plus pauvres sont définis comme étant ceux dont le revenu familial est égal ou inférieur à 80% ou moins de ce seuil de pauvreté alimentaire. Le seuil de pauvreté général est fixé à 98 000 LAK (environ 9,30 USD) par personne par mois, soit le minimum requis pour assurer un apport de 2 100 calories par personne par jour et disposer en outre d'un revenu supplémentaire pour financer les frais de logement, d'habillement, de santé et d'éducation.

12. **Type de pauvreté.** L'incidence de la pauvreté est passée de 46% en 1992/93 à 39% en 1997/98, puis à 33% en 2002/03. En R.D.P. lao, la pauvreté est pour l'essentiel un phénomène rural, puisque 38% de la population des zones rurales vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 2002/03. Plusieurs indicateurs du bien-être social se sont améliorés, mais la plupart restent nettement inférieurs à leur moyenne pour les pays de l'Asie du Sud-Est. Dans l'Indicateur de la pauvreté humaine, la R.D.P. lao se classait en 2002 66^{ème} sur 95 pays en développement.

13. **Répartition de la pauvreté.** La pauvreté et l'extrême pauvreté sont plus fréquentes dans les zones rurales et montagneuses où vivent la plupart des divers groupes ethniques. Sur les hauts plateaux, 43% de la population est pauvre, contre environ 28% dans les plaines. L'indice de Gini de la consommation réelle par habitant est passé de 34,9 en 1997/98 à 33 en 2002/03.

	Incidence (%)	Zone		Région				Districts prioritaires			Altitude		
		urbaine	rurale	Vientiane	nord	centre	sud	1er	2ème	autre	Plaines	Moyenne	Hauts plateaux
2002/03	32,9	19,6	37,6	16,4	37,3	34,7	32,4	49,5	40,9	25,7	27,7	36,9	42,7
1997/98	39,1	22,1	42,5	13,5	47,3	39,4	39,8	63,0	41,7	30,5	s. o.	s. o.	s. o.
1992/93	46,0	26,5	51,8	33,6	51,6	45,0	45,7				s. o.	s. o.	s. o.

s.o. = sans objet

14. **Pauvreté selon les sexes.** En 2002, l'indice sexospécifique de développement pour la R.D.P. lao était de 0,528, ce qui plaçait le pays en 107^{ème} position sur 144 pays. Les femmes et les filles des minorités ethniques sont le segment le plus défavorisé de la société lao. Les femmes ont un horaire de travail beaucoup plus long que les hommes étant donné qu'elles s'occupent de 70% des tâches ménagères et agricoles, tout en élevant leurs jeunes enfants. Les femmes lao ont cependant une espérance de vie de 55 ans à la naissance, soit deux ans de plus que les hommes, mais n'ont que trois années de scolarité (deux en milieu rural), contre quatre pour les hommes. Leur taux d'alphabétisation est de 54%, contre 77% pour les hommes. Les femmes des groupes ethniques représentent 70% de la population illettrée. Les filles ont tendance à quitter l'école primaire après la première ou deuxième année de scolarité. De ce fait, rares sont les femmes des groupes ethniques qui parlent la langue nationale, exercent une activité dans le secteur formel ou informel ou sont employées dans les secteurs manufacturier ou public.

15. Les **principaux indicateurs de la pauvreté** sont les suivants: a) la production et la consommation de riz par personne; b) le nombre de têtes de bétail par personne; c) la superficie de forêt par ménage; d) la localisation du ménage ou du village à plus de 6 Km d'une route principale; e) le pourcentage de ménages ou de membres du ménage sans instruction; et f) les taux bruts de natalité et de mortalité. Pour les pauvres, le principal indicateur de la pauvreté est le degré d'autosuffisance en ce qui concerne le riz et le principal indicateur de richesse le nombre de têtes de bétail leur appartenant.

16. **Causes de la pauvreté.** Le facteur principal qui détermine la pauvreté est la différence entre le taux de dépendance économique⁵ et la productivité du ménage⁶. D'après l'évaluation participative de la pauvreté entreprise en 2000, les causes principales de la pauvreté sont les suivantes: a) les aspects liés à la terre, par ex. l'insuffisance des terres pour la culture du paddy et/ou la production d'autres cultures, les cycles courts des cultures itinérantes, la baisse de la fertilité des sols et le manque d'eau pour l'irrigation ainsi que de compétences et de savoir-faire techniques; b) la perte de bétail due aux maladies vétérinaires; c) le manque de liquidités pour investir dans l'amélioration des moyens de subsistance; d) les catastrophes naturelles; et e) les problèmes environnementaux. Les autres causes de la pauvreté sont notamment le manque de ressources du programme gouvernemental d'attribution des terres, le manque de dirigeants locaux et de main-d'œuvre, d'instruction, de services de santé, le nombre important d'enfants par famille, l'absence de routes, de débouchés et de services publics d'appui, la toxicomanie à l'opium et la présence d'engins explosifs non explosés. Ces problèmes sont particulièrement graves pour les ménages qui ont quitté les hauts plateaux pour s'installer dans les plaines.

17. En R.D.P. lao, les éléments qui caractérisent les pauvres sont les suivants: a) l'agriculture est leur occupation principale et ils en sont tributaires; b) une très grande vulnérabilité, leurs stratégies d'autosuffisance reposant sur des méthodes traditionnelles de production, une très faible utilisation d'intrants, une production de faible qualité et de peu de valeur et une faible productivité;

⁵ Nombre d'enfants de moins de 15 ans, auquel on ajoute le nombre de personnes de plus de 64 ans, divisé par le nombre de membres du ménage ayant entre 15 et 64 ans. Ce taux indique dans quelle mesure les membres actifs du ménage financent les inactifs.

⁶ Revenu brut par jour en USD des membres du ménage travaillant sur l'exploitation familiale ou en dehors.

c) de gros problèmes de main-d'œuvre; d) ce sont essentiellement des groupes ethniques et des femmes vivant dans des zones montagneuses isolées ou dans des villages récemment réinstallés; e) l'isolement, physique et institutionnel, car ils n'ont guère accès aux services, aux routes, aux marchés, à l'éducation de base et aux soins de santé; f) l'isolement social, car ils ne parlent pas les langues nationales et n'ont pas la culture traditionnelle et les croyances religieuses dominantes; g) l'isolement institutionnel, car ils n'ont guère de contacts avec le monde "extérieur" ou d'accès aux avantages de l'économie de marché; h) un capital humain médiocre, avec des niveaux d'instruction très bas et peu d'accès à l'information; i) un accès limité aux services financiers et la dépendance à l'égard des usuriers privés; j) peu de possibilités d'emploi hors des exploitations; k) les familles très nombreuses avec un grand nombre de personnes à charge; et l) peu de connaissance de leurs droits et des procédures légales.

18. **Les points forts.** Les pauvres ont des organisations et des dirigeants villageois traditionnels, ont accès à de riches ressources naturelles quand ils restent capables de recourir aux modes traditionnels de subsistance sur les hauts plateaux, aux savoirs autochtones, y compris aux méthodes traditionnelles de production d'altitude et au savoir-faire concernant la chasse et la construction.

19. **Les groupes vulnérables** sont notamment: a) les groupes ethniques qui vivent dans des zones isolées des hauts plateaux ou ont été réinstallés dans les plaines ou dans des zones montagneuses plus accessibles et qui ne reçoivent que peu d'aide ou de services de l'extérieur; b) les ménages vivant dans des zones sujettes aux catastrophes naturelles; et c) les ménages et en particulier ceux qui sont dirigés par une femme, ayant un grand nombre de personnes à charge.

D. Difficultés et possibilités en matière de réduction de la pauvreté rurale

20. En R.D.P. lao, la pauvreté est pour l'essentiel un phénomène rural, 38% de la population rurale vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Il est donc essentiel de prendre des mesures pour développer et diversifier les possibilités économiques et sociales dans les zones rurales afin d'atteindre les objectifs fixés en matière de réduction de la pauvreté rurale. Les principaux obstacles à la réduction de la pauvreté sont notamment: a) une prise en compte insuffisante des moyens de subsistance des communautés par le gouvernement lors de la formulation et de la mise en oeuvre de ses politiques; b) des moyens institutionnels et opérationnels insuffisants pour que les politiques arrêtées atteignent les objectifs et aient les effets escomptés; c) le manque de ressources humaines et financières pour fournir les services essentiels permettant de réinstaller les communautés pour qu'elles s'adaptent aisément à un nouvel environnement de vie et de production; d) des dispositifs insuffisants pour le transfert de technologie nécessaire pour remplacer les systèmes traditionnels de cultures itinérantes et la culture du pavot; e) le sous-développement de l'infrastructure rurale, des services sociaux et de l'accès aux marchés; f) les obstacles de la langue et de la culture, outre les obstacles physiques, que rencontrent les communautés ethniques; et g) le contrôle de prix et les entraves, officielles ou autres, au libre mouvement des marchandises entre les régions.

21. Dans tout le pays, la population des hauts plateaux a signalé que le programme d'attribution des terres était un facteur majeur de l'aggravation de ses conditions de vie⁷. De nombreuses communautés qui ont quitté les zones d'altitude pour s'installer dans les plaines ou dans des zones plus accessibles des hauts plateaux sont confrontées à une insécurité alimentaire de plus en plus grave, qui peut aller jusqu'à la malnutrition, en raison du manque de services techniques, financiers et sociaux. Une superficie trop restreinte est allouée aux cultures itinérantes, d'où la réduction des périodes de jachère, la baisse de la fertilité des sols et la faible productivité. Parce qu'ils ne sont pas autosuffisants en ce qui concerne le riz et d'autres cultures, les ménages des

⁷ Évaluation participative de la pauvreté réalisée en 2001.

hauts plateaux sont forcés de recourir aux ressources forestières pour se nourrir et se procurer un revenu, avec de graves conséquences économiques et environnementales. Ces problèmes sont particulièrement graves pour ceux qui vivent déjà dans la pauvreté et pour les femmes. Le programme d'éradication de la toxicomanie à l'opium en cours manque aussi de ressources pour appuyer des activités de développement d'autres cultures de rapport que celle du pavot.

22. Le meilleur moyen de réduire la pauvreté rurale est d'améliorer durablement la productivité et d'assurer une croissance agricole liée aux marchés et à la diversification des cultures, notamment dans les zones les plus reculées ainsi que sur les hauts plateaux et dans les communautés de personnes réinstallées. Il faudra à cette fin développer les moyens de subsistance des ruraux pauvres et les aider à gérer efficacement et rationnellement les ressources et les services pour leur propre développement socioéconomique.

23. Il existe maintenant des possibilités d'introduire des méthodes culturales améliorées pour remplacer les systèmes traditionnels de cultures itinérantes et améliorer les systèmes de gestion des ressources naturelles. Il est également possible de diversifier les cultures, y compris certains produits forestiers non ligneux et d'améliorer la production animale. Sur les marchés tant régionaux qu'internationaux, la R.D.P. lao jouit d'un avantage comparatif pour des produits tels que les produits forestiers non ligneux, les produits de l'agriculture biologique, l'artisanat et l'élevage.

24. Pour tirer parti de ces possibilités, il faudra: a) appuyer les investissements dans l'amélioration de l'infrastructure rurale ainsi que de l'éducation et la santé de la population; b) fournir du personnel et des ressources financières pour assurer l'exploitation et l'entretien de l'infrastructure; et c) fournir des services pour permettre aux ruraux pauvres d'adopter les technologies améliorées qui sont désormais disponibles à l'intention des hauts plateaux et pour développer les institutions locales permettant de produire des cultures de rapport, des produits de l'élevage et des produits forestiers non ligneux. Il sera également possible d'améliorer l'environnement global, moyennant la poursuite de la libéralisation et de la déréglementation des marchés et des prix et en tirant parti de l'expérience acquise en matière d'élaboration de politiques et stratégies favorables aux pauvres.

E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté

25. En février 2004, l'Assemblée nationale a approuvé sa SNCRP, la première véritable stratégie de lutte contre la pauvreté préparée par le gouvernement à l'issue d'un processus participatif de consultations.

26. La SNCRP met l'accent sur: a) quatre secteurs prioritaires, à savoir l'agriculture et la foresterie, l'éducation, la santé et l'infrastructure routière; b) six secteurs d'appui, à savoir l'énergie et l'électrification des zones rurales, le tourisme, les industries extractives, la construction, les petites et moyennes entreprises et le commerce; c) cinq priorités transsectorielles: la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités, la protection de l'environnement, la population, la sécurité sociale et le renforcement des capacités; et d) trois programmes nationaux de lutte contre la drogue, les engins explosifs non explosés et le VIH/sida ainsi que les maladies sexuellement transmissibles. Pour assurer une croissance économique soutenue et réduire durablement la pauvreté, le gouvernement s'est engagé à: a) assurer une croissance économique soutenue; b) accélérer le développement humain et institutionnel; c) améliorer la gouvernance; et d) assurer la viabilité écologique.

27. La SNCRP précise que "les objectifs de développement à long terme permettront au pays de ne plus compter au nombre des PMA d'ici à 2020". Elle souligne qu'en triplant le revenu par habitant, c'est-à-dire en parvenant à un taux annuel de croissance économique de 7%, la pauvreté

pourrait être éliminée en 2020. Pour atteindre l'OMD, il faut réduire l'incidence de la pauvreté de 48% de la population en 1990 à 24% d'ici à 2015, c'est-à-dire diminuer le nombre de pauvres de 150 000 personnes par an.

28. Pour garantir que la croissance et la modernisation de l'économie profitent à un maximum de ménages pauvres, la SNCRP recense 72 districts pauvres et 47 districts très pauvres pour y lancer les programmes futurs de réduction de la pauvreté rurale. Ces districts ont les caractéristiques suivantes: a) ils sont situés dans des zones montagneuses isolées à plus de 600 mètres d'altitude; b) les rizières à paddy y sont rares; c) ils n'ont guère d'infrastructures et sont inaccessibles; et d) l'accès aux services d'éducation de base et de santé y est médiocre. Les données relatives aux 72 districts pauvres et aux 47 districts très pauvres sont les suivantes:

Districts visés par la SNCRP	Population totale	% de la population nationale	Nombre de villages	Nombre de villages pauvres	% de villages pauvres	Nombre de ménages	Nombre de ménages pauvres	% de ménages pauvres
72 pauvres	1 956 374	37,6	5 384	4 117	76	321 561	159 912	50
47 très pauvres	1 261 016	24,6	3 658	2 960	81	205 680	116 021	56

29. Pour parvenir à atteindre les objectifs fixés en matière de réduction de la pauvreté, il faudra avant toute chose encourager la croissance économique dans les zones rurales. La SNCRP souligne à juste titre que la pauvreté rurale est une préoccupation majeure et qu'il est essentiel pour l'éliminer d'adopter une approche à assise communautaire. Le développement rural est un axe central des efforts mis en œuvre par le gouvernement en matière de réduction de la pauvreté et est fondamental dans la SNCRP.

30. La stratégie de développement rural comporte deux volets principaux: a) améliorer l'accès aux ressources essentielles pour le développement; et b) mettre en place un processus global de planification axé sur la réduction de la pauvreté à l'échelle des districts. Ce deuxième volet nécessitera un renforcement des capacités pour que toutes les initiatives s'appuient les unes les autres et soient coordonnées.

31. **Amélioration de l'accès.** Les ressources qui permettent d'améliorer l'accès sont notamment les intrants et l'infrastructure (routes et irrigation), les marchés, les ressources humaines, les services sociaux (éducation et santé) le financement rural. Pour rendre plus aisée la transition d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale, et ne plus dépendre uniquement de l'agriculture mais passer à une économie rurale plus diversifiée, il faut mettre en place des filières commerciales et faciliter les échanges commerciaux. Mais améliorer l'accès aux facteurs principaux de développement ne sera efficace que si tous les facteurs s'appuient les uns les autres. De ce fait, une approche du développement par zone reste la stratégie de réduction de la pauvreté rurale la plus adaptée au pays. Trouver des méthodes culturelles en remplacement des cultures itinérantes est l'impératif primordial, d'où la nécessité d'appuyer la diversification des activités en introduisant l'élevage, l'horticulture et les cultures de rapport. En outre, la foresterie, l'agroforesterie et les produits forestiers non ligneux offrent des possibilités intéressantes. Toutefois, les ménages ruraux pauvres doivent d'abord parvenir à la sécurité alimentaire, et la planification du développement doit se faire à partir de cette réalité première.

32. **Renforcement des capacités.** Au niveau des districts en particulier, le personnel devra acquérir des compétences en planification et gestion des activités de développement, y compris la planification de l'utilisation des terres, la gestion des bassins versants et l'utilisation des nouvelles technologies agricoles. Les villages devront disposer d'institutions villageoises fonctionnant correctement, y compris de comités d'administration villageoise, de groupements d'agriculteurs pour la production et la commercialisation et de groupes chargés de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages d'infrastructure dans lesquels on aura investi. L'appui fourni dans le domaine du

renforcement des capacités tiendra compte de la problématique hommes-femmes.

33. **L'exécution** prévoira les formes d'appui ci-après: a) introduction de l'aménagement du territoire et de l'attribution des terres sur un mode participatif là où de nouveaux systèmes cultureux seront introduits; b) développement des capacités des vulgarisateurs de district et mise en place de démonstrations par les agriculteurs eux-mêmes pour faciliter le transfert de technologie; c) amélioration des systèmes d'irrigation existants et appui au développement de nouveaux systèmes; d) développement de l'élevage en créant des réseaux d'agents de santé animale villageois privés, en renforçant les programmes villageois de vaccination et en améliorant l'alimentation du bétail et la production de fourrage; e) modification des pratiques culturelles et des modes d'utilisation des terres pour assurer une gestion durable de l'environnement et lutter contre la récolte non écologiquement viable des produits forestiers non ligneux; f) mise au point de technologies appliquées adaptées à la région pour les systèmes commerciaux d'agroforesterie, la production végétale ainsi que la commercialisation des cultures et des produits forestiers non ligneux; g) création de mécanismes de financement rural pour mobiliser l'épargne et fournir des prêts aux producteurs; et h) amélioration de l'accès aux marchés en créant des systèmes d'information commerciale et en encourageant les liens avec le secteur privé.

III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS

34. Les enseignements qui pourront être utiles pour l'aide future du FIDA en R.D.P. lao peuvent se résumer comme suit.

35. **Approche du développement rural.** L'expérience en R.D.P. lao a montré que, pour réduire la pauvreté, il fallait rendre les communautés plus autonomes, améliorer les moyens de subsistance des pauvres et investir dans l'infrastructure rurale (par ex., routes locales, irrigation, approvisionnement en eau, dispensaires, écoles primaires etc.). Les investissements doivent être ciblés sur les districts et les villages pauvres et très pauvres dont la population est vulnérable. Les besoins sont les plus criants sur les hauts plateaux et dans les villages nouvellement créés ou regroupés.

36. **Développement agricole et gestion des ressources naturelles.** Trois points sont importants. Premièrement, le gouvernement devrait, pour éviter d'aggraver encore la situation des pauvres, adopter une approche progressive pour supprimer les cultures itinérantes et stabiliser les zones qui les pratiquaient sur les hauts plateaux. Lorsque les techniques de vulgarisation appropriées seront disponibles pour remplacer les cultures itinérantes traditionnelles, il lui faudra prévoir des délais suffisants pour introduire de nouveaux modes de subsistance reposant sur ces systèmes à l'intention des agriculteurs concernés par cette politique. Pour réussir, ces interventions doivent améliorer rapidement l'alimentation et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres. Deuxièmement, les programmes portant sur l'agriculture ne peuvent fonctionner de façon intensive avec un très petit nombre de villages mais doivent appliquer des méthodes pouvant viser de vastes zones, s'ils entendent réellement faire reculer la pauvreté et éviter la création d'"enclaves privilégiées". Troisièmement, pour appuyer le développement agricole dans les communautés pauvres, l'approche générale de la vulgarisation devrait être suivie, le personnel étant basé dans les districts et des méthodes de vulgarisation participatives utilisées dans les villages. Là où ce sera possible, du personnel des groupes ethniques devrait être recruté.

37. **Approches participatives.** Les principaux enseignements sont les suivants: a) le développement communautaire et la planification participative devrait porter sur le renforcement des capacités de développement des organisations villageoises existantes, et ne pas créer de structure parallèle, par ex. des comités de développement villageois; b) les méthodes de planification à l'échelle des villages devraient être simples et viser à répertorier les problèmes et les solutions possibles avec le personnel des départements techniques qui fournissent l'assistance

et les services; et c) les méthodes participatives décentralisées devraient être intégrées dans les dispositifs gouvernementaux pour en assurer la pérennité institutionnelle.

38. **Décentralisation et développement institutionnel.** Les principaux enseignements qui ont été tirés sont les suivants: a) doter les villages et les organisations villageoises de moyens est la clé du succès des actions de réduction de la pauvreté; b) il est important de lancer à titre pilote des modalités décentralisées ayant le district comme épicerie des activités de planification du développement et de budgétisation en vue de poursuivre la décentralisation au niveau des villages, en parallèle du transfert des ressources humaines et financières requises; c) il est important d'améliorer la coordination des interventions multisectorielles au niveau local; et d) le gouvernement devrait systématiquement documenter les innovations et expériences réussies pour améliorer ses politiques, systèmes et procédures de décentralisation.

39. **Effectifs.** Les populations vivant en moyenne et grande altitude sont des groupes ethniques austro-asiatiques, Hmong-Mien et sino-tibétains dont les cultures et les langues diffèrent totalement de celles des plaines. Recruter du personnel dans ces groupes aiderait le gouvernement à mieux comprendre la situation dans ces régions. Le personnel du gouvernement devrait recevoir une formation spéciale pour apprendre à travailler avec ces groupes et à surmonter la différence culturelle.

40. **Développement de l'infrastructure rurale.** Trois enseignements peuvent être tirés de l'expérience du FIDA: a) l'investissement public dans l'infrastructure rurale devrait être ciblé sur les zones pauvres et défavorisées afin d'en réduire la marginalisation; b) il est essentiel de prendre des dispositions efficaces pour assurer l'exploitation et l'entretien des ouvrages créés avec ces investissements de façon à en assurer la pérennité; et c) il est essentiel qu'une politique nationale cohérente sur la contribution des bénéficiaires aux investissements dans l'infrastructure rurale soit en place, laquelle n'existe pas pour le moment.

41. **Prise en compte de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités.** Les principaux enseignements sont les suivants: a) la formation sur la problématique hommes-femmes dispensée à l'échelle des villages aboutit à une meilleure division du travail entre maris et femmes; b) en recrutant spécifiquement des femmes dans les projets portant sur la santé et l'éducation, on peut améliorer l'égalité entre les sexes, mais c'est plus difficile dans l'agriculture car rares sont les femmes lao qui souhaitent étudier l'agriculture, l'élevage ou la foresterie; et c) des mesures volontaristes sont nécessaires pour venir à bout des inégalités entre les sexes dans la prise des décisions, la répartition de la charge de travail, les possibilités d'emploi et l'état nutritionnel et sanitaire.

42. **Appui à l'exécution.** Les dispositifs de suivi et d'évaluation doivent être simples et ne pas être trop lourds pour le personnel qui introduit les nouvelles technologies et adopte les nouvelles pratiques dans le cadre d'un système décentralisé en pleine évolution. Tous les projets du FIDA ont rencontré des difficultés pour mettre en œuvre les composantes concernant l'agriculture et l'élevage. Pour ce qui est des programmes de réduction de la pauvreté ayant des volets concernant les moyens de subsistance, qui sont par nature plus difficiles à mettre en œuvre que de simples investissements dans l'infrastructure, le FIDA devrait consacrer des ressources plus importantes à l'appui à l'exécution étant donné que l'administration ne dispose encore que de moyens limités.

43. **Partenariats et cofinancement.** Les principaux enseignements sont les suivants: a) les cofinanceurs doivent avoir des objectifs et des approches similaires; b) le gouvernement doit assurer une gestion dynamique des cofinanceurs et coordonner leurs activités; et c) les organismes extérieurs de développement doivent harmoniser leurs politiques et procédures (y compris les rapports demandés et les mesures d'incitation offertes au personnel) pour les aligner sur celles du gouvernement.

44. **Politiques et stratégies.** Les politiques et stratégies de réduction de la pauvreté mises en oeuvre par le gouvernement devraient être arrêtées en toute connaissance de cause, compte tenu des difficultés que posent les systèmes de subsistance locaux et des possibilités offertes, si l'on veut que l'action de réduction de la pauvreté rurale soit rentable et durable.

IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés

45. **Créneau stratégique.** Le FIDA a choisi son créneau stratégique pour son assistance future au pays compte tenu de ses programmes multisectoriels antérieurs et de son mandat spécifique dans le domaine de la réduction de la pauvreté rurale. La R.D.P. lao en est arrivée à un stade de développement qui demande des investissements coordonnés dans plusieurs secteurs pour parvenir à un réel impact sur la pauvreté, comme le confirme l'expérience du FIDA dans le pays, ainsi que les grandes lignes de la SNCRP, les grands axes stratégiques du FIDA et sa stratégie régionale⁸.

46. **Stratégie dans le pays.** La stratégie proposée pour l'aide du FIDA à la R.D.P. lao vise à stimuler la croissance économique et à assurer des moyens de subsistance durables aux ruraux pauvres, aux femmes et aux groupes vulnérables par le biais d'un autodéveloppement à assise communautaire visant à doter les pauvres et leurs organisations des moyens de gérer efficacement et rationnellement les ressources et les services aux fins de leur propre développement économique et social.

47. La stratégie adoptée pour le pays aidera le gouvernement à mettre en oeuvre la SNCRP et à atteindre les OMD. Elle sera ciblée sur les districts pauvres et très pauvres et les groupes marginalisés des hauts plateaux pour que son impact sur la réduction de la pauvreté soit maximal. Elle aidera à atteindre les résultats fixés en matière de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la gestion du portefeuille, d'influence accrue au niveau des politiques et institutions favorables aux pauvres, de renforcement des partenariats et de gestion améliorée des connaissances. L'appendice II présente le cadre logique de la stratégie arrêtée pour le pays.

48. Dans le cadre de la stratégie multisectorielle arrêtée par le gouvernement pour réduire la pauvreté en milieu rural, l'aide du FIDA devrait privilégier les aspects de la réduction de la pauvreté rurale liés à l'amélioration des moyens de subsistance, y compris le renforcement des capacités des pauvres et de leurs organisations, l'introduction de systèmes agricoles remplaçant les cultures itinérantes sur les hauts plateaux et la résolution des problèmes de répartition des terres s'y rapportant, le développement de l'accès aux marchés et du développement agricole induit par le marché ainsi que la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités. Ce sont là des domaines dans lesquels le FIDA dispose d'une expérience considérable et qui sont les plus cruciaux pour assurer la réduction de la pauvreté rurale, qui peuvent être résolus avec les financements existants et qui contribueront directement à la croissance économique. L'action devrait être ciblée sur les hauts plateaux ou les villages récemment réinstallés ou regroupés des districts pauvres et très pauvres. Cette approche contribuera très directement et très efficacement à la réduction de la pauvreté et permettra d'influer sur les politiques et les institutions. Mais compte tenu des financements limités du FIDA dans le cadre du SAFR, il faudra que d'autres organismes de développement cofinancent les investissements complémentaires requis, par exemple dans l'infrastructure rurale et l'assistance technique, dans le cadre des programmes intégrés de développement local. Il sera donc essentiel de travailler en partenariat avec d'autres organismes de développement.

⁸ Voir l'appendice IV.

49. **Axes stratégiques.** Les grands axes de la stratégie proposée seront les suivants, les programmes d'investissement spécifiques étant conçus en fonction des priorités et possibilités de partenariat recensées et des ressources disponibles:

Capital humain et social:

- renforcer les capacités des ménages ruraux pauvres et de leurs organisations villageoises;
- promouvoir un développement participatif soucieux d'égalité entre les sexes à l'échelle des villages;
- transformer les relations entre les sexes en donnant aux femmes un rôle accru dans la prise des décisions au sein de leur famille et de leur communauté.

Capital naturel, physique et financier:

- renforcer les moyens de subsistance des ménages (sécurité alimentaire et sécurité des revenus, gestion des ressources naturelles);
- fournir un accès aux ressources productives, à la technologie améliorée, aux services financiers et aux marchés;
- créer des filières commerciales et appuyer les moyens de subsistance fondés sur les marchés dans les communautés ciblées.

Politiques et institutions:

- renforcer la capacité nationale de mise en place d'un cadre politique et institutionnel favorable aux pauvres;
- développer les capacités des principaux prestataires de services pour qu'ils fournissent des services de qualité au groupe cible, y compris en aidant à adopter une culture de la participation et de l'intervention en réponse à une demande;
- aider les institutions, systèmes et procédures de décentralisation à rendre des comptes;
- renforcer les partenariats et la gestion des connaissances avec les pauvres, le gouvernement et les autres organismes de développement ayant des orientations similaires à celles du FIDA.

50. **Orientation géographique.** La priorité des investissements du FIDA dans le pays est d'aider les districts les plus pauvres recensés dans la SNCRP (actuellement au nombre de 47); dans une même province, un programme pourra également viser les districts classés dans la catégorie des districts pauvres (au nombre de 72 actuellement) afin d'optimiser l'efficacité et l'impact. Les autres critères de sélection sont les suivants:

- a) une collectivité et des institutions locales attachées à réduire la pauvreté;
- b) absence de grand programme de réduction de la pauvreté financé par un organisme extérieur dans la région;
- c) possibilité de cofinancement avec d'autres organismes de développement pour mettre en œuvre les investissements complémentaires, par ex. infrastructure rurale, services sociaux et assistance technique;
- d) efficacité économique du point de vue des coûts, des avantages et du coût par bénéficiaire, etc.;
- e) évaluation intermédiaire satisfaisante, si une deuxième phase était proposée.

51. **Groupe cible.** Le groupe cible se compose de ménages pauvres victimes de l'insécurité alimentaire qui vivent sur les hauts plateaux ou qui ont récemment quitté les zones reculées d'altitude et ont été réinstallés dans des zones plus accessibles. Il comporte deux sous-groupes, les pauvres et les très pauvres. Les ménages "très pauvres" vivant dans l'insécurité alimentaire et très vulnérables n'ont pas les ressources physiques et/ou humaines pour tirer parti de la base de

ressources naturelles et adopter des stratégies de subsistance productives. Ce groupe inclut les veuves ayant des enfants en bas âge et les jeunes ménages ayant de jeunes enfants et peu de biens. Les ménages "pauvres" vivent aussi au-dessous du seuil de pauvreté mais arrivent à se nourrir et disposent même parfois d'un petit excédent. L'un et l'autre de ces groupes sont fortement tributaires des cultures itinérantes, des produits forestiers non ligneux et du travail salarié de journalier pour survivre. Les femmes représentent une bonne part du groupe cible en raison de leur situation défavorisée et du rôle important qu'elles jouent au sein de la société. Les jeunes chômeurs ruraux font partie du groupe cible en raison du potentiel qu'ils représentent pour le développement économique et pour le maintien de la stabilité sociale.

52. **Stratégie de ciblage.** La stratégie de ciblage inclura: a) le ciblage géographique des districts pauvres et très pauvres répertoriés dans la SNCRP; b) dans les districts ciblés, le ciblage des villages pauvres, en particulier ceux des zones isolées et des hauts plateaux et des populations nouvellement réinstallées; c) dans les villages ciblés, des activités d'évaluation participative de la richesse ou d'autres méthodes participatives serviront à cibler les pauvres; et d) des dispositifs d'autociblage seront utilisés dans la mesure du possible pour que les pauvres et les plus pauvres en tirent parti. De plus, en incluant dans les programmes des interventions qui profiteront à tous les ménages des villages ciblés, on évitera les conflits au sein des communautés villageoises, on assurera la solidarité sociale et donc le succès des actions de réduction de la pauvreté.

B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets

53. Compte tenu de la diversité ethnique, de la topographie montagneuse, de l'économie essentiellement agraire et du sous-développement de l'infrastructure et des marchés, les interventions du programme de pays devront être adaptées au contexte du groupe cible et des systèmes et priorités locaux de subsistance. On trouvera dans les paragraphes ci-après un aperçu des priorités d'investissement pour le programme de pays.

54. **Développement communautaire et appui à la décentralisation.** L'assistance du FIDA visera à développer les capacités des villageois et de leurs villages et organisations communautaires, y compris des comités d'administration villageoise, par le biais du développement communautaire participatif et de l'appui institutionnel. Les villages seront ainsi en mesure d'assurer une gestion efficace, rationnelle et durable des ressources et des services pour améliorer leurs moyens de subsistance. Le FIDA entend ainsi aider le gouvernement à atteindre son objectif qui consiste à faire des villages les centres d'exécution des actions de réduction de la pauvreté et à transférer les ressources financières et humaines aux districts et aux villages de façon à décentraliser la planification, le financement et l'exécution des programmes de réduction de la pauvreté. Il est prévu dans le cadre de ce processus de rendre les institutions locales et les prestataires de services davantage comptables de leurs actes et d'institutionnaliser les résultats ainsi que l'évaluation et la gestion de l'impact.

55. **Développement agricole et gestion communautaire des ressources naturelles.** L'aide du FIDA visera à améliorer l'alimentation et la sécurité alimentaire des ménages et à créer une agriculture commerciale sur les hauts plateaux, et en particulier dans les villages réinstallés et regroupés par les moyens suivants: a) évaluer dans quelle mesure le programme d'attribution des terres et de planification de leur utilisation compromet les actions de réduction de la pauvreté et s'il est nécessaire de réaliser une nouvelle étude ou de le réviser avant de lancer un nouveau cycle de distributions de terres sur un mode participatif; b) améliorer la productivité des terres, des eaux et des forêts et la gestion communautaire des ressources naturelles en lançant à titre expérimental un système de vulgarisation participatif basé sur les villages, en s'appuyant sur la nouvelle méthodologie de vulgarisation générale lancée par le Service national de vulgarisation agricole et forestière; c) favoriser l'adoption d'options techniques adaptées et réalisables et de systèmes culturels d'altitude viables ainsi que de solutions de remplacement aux cultures itinérantes et à la

culture du pavot; d) lutter contre les maladies vétérinaires et améliorer la production de l'élevage et l'aquaculture; e) encourager la création de potagers familiaux; f) utiliser les résultats du zonage des sols révisé ou existant là où ce sera adapté, de façon à améliorer la gestion communautaire des ressources naturelles (foresterie villageoise, produits forestiers non ligneux et gestion des pêcheries) avec des plans de gestion reposant sur des techniques d'inventaire simples; g) améliorer les technologies utilisées après la récolte et la transformation des aliments; h) favoriser l'accès aux marchés et la participation du secteur privé par le biais de l'approvisionnement en intrants, des accords de commercialisation, des contrats de production etc.; i) mettre l'accent sur les liens entre réduction de la pauvreté rurale et amélioration de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, y compris en récompensant les pauvres des hauts plateaux pour les services environnementaux rendus.

56. Diversification des revenus. Par son action, le FIDA aidera le groupe cible à se créer un revenu et à diversifier ses sources agricoles et autres de revenu en fonction des possibilités offertes par les marchés, y compris: a) la diversification des cultures; b) le développement de la microentreprise, notamment d'artisanat et de transformation des produits; c) la formation générale et commerciale; d) la promotion des associations commerciales/professionnelles pour faciliter la transformation, la commercialisation et la fourniture des intrants; et e) la création d'institutions et de systèmes opérationnels viables pour que les services financiers ruraux puissent répondre à la demande future de la population cible, y compris des programmes villageois d'épargne et de crédit.

57. Prise en compte de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités. L'aide du FIDA privilégiera: a) la représentation équitable et la participation active des femmes aux structures de gestion, dans le personnel et dans les processus et instances de décision du gouvernement; b) la formation des villageois, des dirigeants des villages et du personnel du gouvernement concernant la problématique hommes-femmes pour qu'ils en tiennent compte dans toutes les interventions et les opérations; c) l'accès des femmes sur un pied d'égalité à la formation, à l'appui technique et aux services sociaux; d) le renforcement de la capacité des femmes et de l'Union des femmes lao pour qu'elles jouent un rôle plus important dans le développement socioéconomique à l'échelle des villages; et e) la sensibilisation et la prévention concernant la violence domestique, le VIH/sida et les maladies sexuellement transmissibles, la réduction de la charge de travail des femmes et le développement des services de santé de la reproduction.

C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec les ONG et le secteur privé

58. Il n'existe pas d'ONG locales en R.D.P. lao. Les ONG internationales garderont probablement le rôle important qu'elles jouent dans l'appui aux actions de réduction de la pauvreté. Des partenariats sont possibles avec des ONG internationales en ce qui concerne le lancement expérimental et la diffusion de méthodes innovantes de développement participatif, de démarginalisation des communautés, de développement agricole et de gestion des ressources naturelles, d'exploitation et de gestion durables des produits forestiers non ligneux et d'orientation des politiques et institutions gouvernementales sur les problèmes des pauvres. Ces actions peuvent compléter les investissements du FIDA dans l'amélioration des moyens de subsistance du groupe cible.

59. Avec la poursuite de la déréglementation et de la libéralisation des marchés et des prix, le secteur privé aura plus de possibilités de participer au développement de l'agriculture. Il sera notamment possible, d'encourager un développement agricole entraîné par le secteur privé, d'améliorer l'accès aux marchés et les filières commerciales pour la population cible par le biais de petites et moyennes entreprises de négoce, de transformation et de distribution d'intrants, d'introduire des programmes de production sous contrat et des arrangements commerciaux entre

acheteurs et vendeurs, dans le cadre desquels on pourrait aussi prévoir un appui technique. Les autres domaines dans lesquels on pourra encourager l'intervention du secteur privé sont les services de santé animale payés par l'utilisateur, et la mise en place de chaînes de l'offre pour les médicaments vétérinaires dont a besoin la population ciblée.

D. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions

60. Compte tenu des financements limités disponibles au FIDA dans le cadre du SAFF, les partenariats avec d'autres organismes de développement en seront d'autant plus cruciaux. Les possibilités de collaboration et de synergie avec d'autres donateurs et institutions comprendront notamment des alliances avec d'autres organisations de développement ayant des orientations similaires, une forte présence dans le pays pour engager avec le gouvernement une action de concertation sur la politique générale, par exemple les politiques concernant la stabilisation des cultures itinérantes, l'attribution des terres et la fourniture des services sociaux en milieu rural. Les consultations se poursuivront avec d'autres organismes de développement et ONG internationales travaillant dans les mêmes domaines ou secteurs au sujet du cofinancement ou d'autres formes de collaboration à des programmes et projets particuliers en vue de réduire le plus possible la pauvreté, par exemple en vue de fournir une assistance technique ou de financer des investissements dans l'infrastructure rurale et les services sociaux dans le cadre d'un programme de développement d'une zone donnée.

61. Il existe également des possibilités de partenariats avec des instituts nationaux et internationaux de recherche dans le secteur agricole et avec leurs programmes en R.D.P. lao, par exemple l'Institut national de recherche dans l'agriculture et la foresterie, le Service national de vulgarisation agricole et forestière, le Centre international d'agriculture tropicale, l'Institut international de recherche sur le riz, le Centre international de recherche en agrosylviculture et le Centre international de la pomme de terre. Ces instituts de recherche peuvent fournir une assistance technique aux programmes financés par le FIDA dans les domaines ci-après: a) amélioration de la productivité agricole et en particulier du développement agricole des hauts plateaux, y compris solutions de remplacement des cultures itinérantes et de la culture du pavot; b) gestion des ressources naturelles; c) transfert de technologie et méthodes et mécanismes participatifs. Le programme de coopération entre le gouvernement, l'Internationale du renforcement des capacités (*Internationale Weiterbildung und Entwicklung*) et le FIDA continuera d'appuyer les projets financés par le gouvernement et le FIDA en renforçant les capacités dans les domaines des méthodes participatives, de la planification décentralisée, du développement communautaire et de la vulgarisation.

E. Domaines de concertation

62. Les discussions avec le gouvernement sur les questions de politique générale se rapportant à la mise en oeuvre de la SNCRP auront une place importante dans le programme de pays. L'expérience qu'il aura acquise dans le cadre du programme de pays permettra au FIDA d'aider le gouvernement à tirer parti de cette expérience et de ces connaissances pour élaborer des politiques favorables aux pauvres et des stratégies améliorées de développement rural et de réduction de la pauvreté. L'aide du FIDA sera axée sur le renforcement de la capacité d'analyse politique interne du pays pour: a) documenter les enseignements pertinents tirés, les meilleures pratiques et les innovations potentiellement utiles des autres programmes de réduction de la pauvreté rurale du FIDA et d'autres; b) analyser et diffuser ces enseignements et en évaluer les effets en vue de la formulation des politiques futures; c) intégrer cette information dans les dispositifs décisionnels du gouvernement; et d) engager des discussions avec les décideurs sur les effets des politiques de développement rural sur les pauvres et sur la formulation en conséquence de politiques favorables aux pauvres par le gouvernement.

63. Deux domaines seront immédiatement prioritaires: a) l'élaboration d'une méthodologie pragmatique d'attribution des terres et de stabilisation des cultures itinérantes sur les hauts plateaux, reposant sur le principe consistant à assurer la durabilité des moyens de subsistance des populations de ces zones et de celles qui ont été réinstallées ailleurs; et b) l'introduction progressive de la décentralisation de l'autorité, des fonctions, des ressources et des responsabilités en ce qui concerne la planification, le financement et l'exécution des actions de réduction de la pauvreté aux niveaux des provinces, des districts et des villages.

64. Le FIDA nouera des alliances avec des organismes de développement ayant les mêmes orientations que lui s'agissant de la concertation avec le gouvernement sur les questions de fond qui ont un rapport direct sur la réduction de la pauvreté rurale, comme le précisera le cadre sectoriel pour le développement rural du SAFR, par exemple le cadre politique et juridique régissant les organisations rurales, l'accès à la terre, l'accès aux services de vulgarisation, le climat de l'investissement pour les entreprises rurales et la gestion des ressources publiques ainsi que la responsabilité du développement rural.

F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille

65. Les principaux domaines d'action pour améliorer la gestion et les opérations du portefeuille du FIDA sont les suivants: a) amélioration des approches du renforcement des capacités des communautés et institutions locales en ce qui concerne le développement participatif, les compétences techniques, la gestion des contrats et des finances, les systèmes de suivi et d'évaluation ainsi que d'établissement des rapports; b) renforcement de la responsabilité des institutions locales en ce qui concerne la planification, le financement et l'exécution décentralisés; c) adoption de solutions efficaces et novatrices pour résoudre le problème du manque de personnel, notamment à l'échelle des districts; d) renforcement des partenariats avec d'autres parties prenantes du développement dans les mêmes zones géographiques et secteurs afin de tirer parti des synergies et de la coordination; e) utilisation des enseignements tirés de l'expérience pour améliorer les interventions des projets; f) amélioration de l'évaluation de la performance des projets moyennant des examens réguliers du portefeuille du pays et le renforcement du rôle joué par les organismes gouvernementaux et l'institution coopérante du FIDA aux niveaux de l'appui à l'exécution, de la supervision et de la gestion du portefeuille; g) recours au système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) pour assurer une gestion des actions de réduction de la pauvreté rurale axée sur les résultats et l'impact; et h) prévoir la durabilité et la reproductibilité.

66. Le gouvernement a demandé que la supervision et l'appui à l'exécution fournis par le FIDA et l'institution ou les institutions coopérante(s) soient plus efficaces. Il faudra donc renforcer l'appui à l'exécution. Une présence du FIDA dans le pays aiderait à renforcer les capacités locales et à fournir un appui plus efficace à l'exécution du projet et à la gestion du portefeuille.

G. Cadre provisoire des prêts et programme de travail à horizon mobile

67. Le cadre de prêt et le programme de travail à horizon mobile auront pour objectif d'atteindre les résultats escomptés de la stratégie arrêtée pour le pays. Le SAFR déterminera l'allocation des ressources du FIDA dans le pays, y compris des prêts à des conditions particulièrement favorables et des dons. La Banque asiatique de développement et la Banque mondiale accordent à la R.D.P. lao des sommes croissantes sous forme de dons dans le cadre de leurs programmes de pays. Compte tenu du faible revenu du pays et du poids du service de sa dette, le FIDA devra augmenter ses financements sous forme de dons à cet État membre, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités, du développement institutionnel et de la concertation sur les grandes orientations.

68. À partir des évaluations actuelles du SAFF, la note concernant l'évaluation par l'IDA du cadre politique et institutionnel du pays en 2003 est de 2,58; la note concernant la performance du secteur rural est de 3,77; la note concernant les risques est de 5; et la note globale sur la performance du pays est de 3,96 (soit le 14^{ème} rang des 33 pays de la région Asie et Pacifique), et le score du pays en 2004 est de 426 716. Pour 2005, il est prévu pour la R.D.P. lao dans le SAFF une allocation minimale de 1,0 million de USD par an, en raison essentiellement de sa faible population.

69. Pour le cas où la R.D.P. lao ne compterait plus au nombre des pays recevant une allocation minimale dans le SAFF, lorsque le facteur population de la formule du SAFF sera révisé, les scénarios et déclencheurs ci-après sont proposés.

Scénario de prêt	Déclencheurs ⁹	Programme de prêt
Hypothèse de référence	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien tel quel du cadre global (évaluation des politiques et institutions du pays). • Maintien tel quel du cadre régissant le développement rural. • Maintien d'un portefeuille d'interventions du FIDA dépourvu de projets posant de gros problèmes et qui ne s'améliorent pas (projet à risque). 	un million de USD par an
Hypothèse haute	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du cadre global (évaluation des politiques et institutions du pays). • Amélioration du cadre régissant le développement rural, notamment dans les domaines de l'environnement politique et juridique pour les organisations rurales, l'accès à la terre et aux services de vulgarisation, le climat de l'investissement pour les entreprises rurales et la gestion des ressources publiques et la responsabilité du développement rural. • Maintien d'un portefeuille d'interventions du FIDA dépourvu de projets posant de gros problèmes mais qui s'améliorent depuis trois ans ou plus. 	Allocation du montant intégral prévu dans le SAFF pour le pays

⁹ L'année de référence est 2004. Le cadre général et le cadre sectoriel du développement rural sont ceux utilisés dans le SAFF.

APPENDIX I

COUNTRY DATA
LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC

Land area (km² thousand) 2002 1/	231	GNI per capita (USD) 2002 1/	310
Total population (million) 2002 1/	5.30	GDP per capita growth (annual %) 2002 1/	2.6
Population density (people per km²) 2002 1/	24	Inflation, consumer prices (annual %) 2002 1/	11
Local currency	Kip (LAK)	Exchange rate: USD 1 =	LAK 10 850
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1996-2002 1/	2.4	GDP (USD million) 2002 1/	1 680
Crude birth rate (per thousand people) 2002 1/	36	Average annual rate of growth of GDP 2/ 1982-1992	4.5
Crude death rate (per thousand people) 2002 1/	12	1992-2002	6.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 2002 1/	87	Sector distribution of GDP 2002 1/	
Life expectancy at birth (years) 2002 1/	55	% agriculture	51 a/
Number of rural poor (million) (approximate)	n/a	% industry	23 a/
Poor as % of total rural population	n/a	% manufacturing	18 a/
Total labour force (million) 2002 1/	2.65	% services	26 a/
Female labour force as % of total 2002 1/	n/a	Consumption 2002 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	n/a
School enrolment, primary (% gross) 2002 1/	115 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	n/a
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2002 1/	34	Gross domestic savings (as % of GDP)	n/a
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita 2/	2 243	Merchandise exports 2002 1/	298
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2002 3/	41 a/	Merchandise imports 2002 1/	431
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2002 3/	40 a/	Balance of merchandise trade	-133
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2002 1/	3 a/	before official transfers 2002 1/	-116 a/
Physicians (per thousand people) 3/ 1999-2003	61	after official transfers 2002 1/	-82 a/
Population using improved water sources (%) 2000 3/	37	Foreign direct investment, net 2002 1/	24 a/
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	50-79	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	30	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP)	n/a
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP)	n/a
Food imports (% of merchandise imports)	n/a	Total external debt (USD million) 2002 1/	2 665
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2002 1/	140 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2002 1/	89
Food production index (1989-91=100) 2002 1/	192	Total debt service (% of exports of goods and services) 2002 1/	9 a/
Cereal yield (kg per ha) 2002 1/	3 068	Lending interest rate (%) 2002 1/	29
Land Use		Deposit interest rate (%) 2002 1/	6
Arable land as % of land area 2002 1/	4 a/		
Forest area as % of total land area 2002 1/	54 a/		
Irrigated land as % of cropland 2002 1/	18 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2004

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2004

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Verifiable Indicators a/	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p>Goal: Enhanced impact on economic growth and sustainable livelihoods improvement of the rural poor, women and vulnerable groups in target districts identified as the poorest and poor by the NGPES.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Income poverty incidence reduced by 50% from 48% in 1990 to 24% by 2015. • Increased ownership of household assets. • Reduction in the prevalence of malnutrition for children under five (weight for age, height for age and weight for height). 	<ul style="list-style-type: none"> • Lao Consumption and Expenditure Surveys. • VAM Data of WFP. • Results and impact management system (RIMS) assessments. • PBAS reviews. • MDG progress reports and reviews. 	<ul style="list-style-type: none"> • Stable social, economic and political environment. • Poverty reduction in the poor and poorest districts continues to be NGPES priority.
<p>Purpose: An increase in the food security and incomes of households in target districts in response to needs defined by communities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Increase per capita grain availability to 350 kg/annum by 2010. • USD equivalent of investment in the poor targeted NGPES districts, including co-financing from other external agencies, the Government and by the private sector. • Project specific indicators. 	<ul style="list-style-type: none"> • Statistical reports of Government. • Impact surveys. • Project supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Macroeconomic and decentralisation policies continue to support poverty reduction and community self-development. • Stable social, economic and political environment.
<p>Output: The capacity of poor households and village- and community-based organizations strengthened.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number of groups operational/functional for at least 3 years, by type. • Number of women on local decision making bodies. • Number of groups with women leaders. • Number of village development plans included in local government plans. 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS assessments. • Mid-Term and Project Completion Reviews. • Participatory Impact Assessments. • Project supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Government continues to support decentralised and participatory community self-development.
<p>Production and productivity of crops, livestock and natural resources by the poor and vulnerable households improved.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ha of incremental crops grown. • Number of farmers adopting technology recommended by the service providers. • Number of farmers reporting production/yield increases. • Number of poor farmers reporting increased animals. • Number of households provided with long-term security of tenure of natural resources. • Ha of common property resources under improved management practices. • Shifting cultivation replaced with economically viable alternatives. • Opium production eradicated and replaced with economically viable alternatives. 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS assessments. • Mid-Term and Project Completion Reviews. • Participatory Impact Assessments. • Annual UNODC opium surveys. • Project supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Proven and appropriate technology options and alternatives are available for extension. • Targeted households efficiently use market information and rural financial services.

Narrative Summary	Verifiable Indicators a/	Means of Verification	Assumptions/Risks
Improved access to sustainable rural financial services markets.	<ul style="list-style-type: none"> • % of portfolio at risk. • % of operational self-sufficiency. • % of operating cost/loan portfolio. • % of households producing for the markets. 	<ul style="list-style-type: none"> • RIMS assessments. • Mid-Term and Project Completion Reviews. • Participatory Impact Assessments. • Project supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Government reforms of the financial and banking sector continue as planned. • Government continues to deregulate and liberalise markets and prices.
Capacity and accountability of key service providers improved and institutional and policy changes effectively achieved.	<ul style="list-style-type: none"> • Capacity of key service providers improved in their service delivery to the targeted population, including introduction of a participatory and demand-driven work culture. • Effective and accountable systems and procedures functioning for decentralised planning, financing and implementation. • Piloting and disseminating innovative approaches to poverty reduction and rural development for possible replication by Government and/or other development partners. • Number of projects where new/changed pro-poor legislation or regulations are enforced at the local and national levels. 	<ul style="list-style-type: none"> • Country Portfolio Reviews. • RIMS assessments. • Mid-Term and Project Completion Reviews. • Participatory Impact Assessments. • Project supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Government receptive to institutional and policy changes. • Government decentralisation policy continues. • Adequate capacity of IFAD to influence government in institutional and policy changes. • Continued cooperation and coordination with other development agencies.

a/ Where appropriate indicators to be disaggregated by gender of the household head as required by the RIMS.

STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Comments
National Level				
Ministry of Finance	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate of administration of financial assistance, including loans from international financial institutions. • Mandate to manage government counterpart funds for externally financed projects. • Familiar with IFAD financed projects and procedures. 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of decentralised procedures for financing and financial management. • Limited number of experienced staff in managing loan disbursements. • Lack of equipment and trained personnel to operate computerised systems for accounting and loan disbursement and administration. 	<ul style="list-style-type: none"> • Willing to provide training to the finance staff in the provinces. • Willing to supervise the financial performance of externally financed projects. • Ill-equipped and ill-disposed to decentralise financial administration down to district level. 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD should provide operating funds through projects to enable the Ministry to provide training to project staff. • Asian Development Bank (AsDB) supporting a capacity building program in the Ministry.
Committee for Planning and Investment	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate to plan and monitor national socio-economic development plan. • Responsible for planning and monitoring of public investment program and NGPES. 	<ul style="list-style-type: none"> • Public Investment Programme dependent on external financial and technical assistance, resulting in donor –driven approaches and initiatives. 	<ul style="list-style-type: none"> • The NGPES was approved by the National Assembly in February 2004. • All IFAD projects are part of the national and provincial public investment programme. 	
Department of International Cooperation /Ministry of Foreign Affairs	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate for foreign aid co-ordination, portfolio management and monitoring and evaluation of foreign assistance programmes and projects. • Some capacity to interact and co-ordinate with the donor community, central ministries and provinces. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited capacity for adequate backstopping of rural development projects. • Heavy workload and limited number of staff. • Lack of adequate staff training, equipment and operating funds. 	<ul style="list-style-type: none"> • Experience and familiarity with IFAD financed projects and procedures. • Willing and able to co-ordinate with provincial authorities and central agencies on policy and major operational issues. 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD projects should provide training, equipment and operating support to the Ministry for overall project M&E and portfolio management. • IFAD should support the Ministry to document, analyse and disseminate lessons learned from IFAD and other programmes supported by external agencies as an input into policy formulation.

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Comments
Bank of the Lao People's Democratic Republic	<ul style="list-style-type: none"> • Mandated as the Central Bank to manage monetary policy. • Mandate to implement banking and financial sector reforms. • Mandate to regulate and co-ordinate all policy and commercial lending within the country. • Responsible for banking supervision. 	<ul style="list-style-type: none"> • Not yet an independent central bank. • Limited ability to regulate and co-ordinate policy and commercial lending. 	<ul style="list-style-type: none"> • IMF, World Bank and AsDB are working with the Bank on banking and financial sector reforms. • MOU agreed between IMF, World Bank, AsDB and the Bank of the Lao People's Democratic Republic on regulation of policy and commercial lending. • Familiar with IFAD-financed projects and experienced in on-lending loans from IFAD to commercial banks under on-going projects. 	<ul style="list-style-type: none"> • Under an AsDB agreement banks are unable to participate in any directed credit programmes.
Ministry of Agriculture and Forestry	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate to guide and support the development of the agriculture and forestry sector (including crops, livestock, aquaculture, irrigation, agro-forestry and non-timber forest products. • Experienced in supporting development of lowland agriculture with a strong focus on irrigated rice. • 6,000 employees nation-wide. • Mandate to co-ordinate all rural development in the country. • Staff with capacity to use GIS planning tools. 	<ul style="list-style-type: none"> • Few technical staff available to respond to the needs of the provincial and district offices. • Few staff understands the complexity of agriculture and farming systems, especially in the uplands. • Limited flexibility in the implementation of the stabilisation of shifting cultivation programme and in particular the associated land allocation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Involved in implementing donor-financed agricultural and rural development projects. • Risk in implementing the land allocation programme will have adverse impacts on poverty as documented by the participatory poverty study and UNDP. • Implementing the World bank financed Agricultural Development Project in four southern provinces. 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD should establish mechanisms to institutionalise the role of the Ministry in providing technical support and staff training for IFAD financed projects/programmes at provincial and district levels.
National Agriculture and Forestry Research Institute) (under the Ministry of Agriculture and Forestry)	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate for applied research on crops, livestock and forestry. • Staffed with some of the most educated technicians within the Ministry. • Good resource centre for data (soils, climate, land use non-timber forest products, etc.) and for resource persons. • Proven technologies for the lowland and upland agriculture developed with assistance from international research institutes 	<ul style="list-style-type: none"> • Recently established with heavy workload, with a limited number of staff and with limited funds. • Highly dependent on donor assistance for its operations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Being assisted by international organizations including research institutes and donors. • Can provide technical support for upland agriculture development and delivery approach. • A major long-term assistance being provided by Sweden geared to the development of the uplands. 	<ul style="list-style-type: none"> • Donor funding available to support the continued development of viable upland agriculture and agro-forestry systems.

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Comments
	and donor projects. <ul style="list-style-type: none"> Working on technical options for upland agriculture with the assistance from CIAT and other agencies. 			
National Agriculture and Forestry Extension Service (under the Ministry of Agriculture and Forestry)	<ul style="list-style-type: none"> Mandate to develop, promote and train in new extension methods. Experienced in supporting lowland agricultural development. Experienced in promoting integrated pest management packages for lowland rice. 	<ul style="list-style-type: none"> Limited outreach capacity and limited number of staff, with primary focus on rice production in the lowlands. Limited experienced in supporting upland agriculture development, forestry and livestock Highly dependent on donor assistance for its operations. 	<ul style="list-style-type: none"> Opportunity to implement farming systems or “generalist” extension approach. A major long-term assistance package from Switzerland is developing extension systems for the lowlands, while Sweden will support and develop upland extension systems. 	<ul style="list-style-type: none"> IFAD projects should adopt these new extension approaches.
Ministry of Communications, Transport, Posts and Construction	<ul style="list-style-type: none"> Mandate to plan and manage road construction and operation and operation and maintenance (O&M) programmes. Recently established a division of roads to support rural road development. 	<ul style="list-style-type: none"> Shortage of technical staff to support the provincial and district offices. Inadequate focus on road maintenance. 	<ul style="list-style-type: none"> A Road Maintenance Fund established with the assistance from World Bank and Sweden to provide guideline and funding for O&M of rural access roads. High risk of corruption through numerous contracts with private or state-owned construction companies. 	<ul style="list-style-type: none"> Projects with local road components should contribute to their maintenance but IFAD funds at present cannot be provided through the Road Maintenance Fund due to donor funding agreements. IFAD should seek technical support in design, construction and supervision for construction of local roads from other agencies.
Ministry of Education	<ul style="list-style-type: none"> Mandate to plan, guide and support formal and non-formal education programmes. Present in all districts throughout the country. 	<ul style="list-style-type: none"> Heavily dependent on donor assistance. Limited development of a fully efficient education programme for ethnic groups. 	<ul style="list-style-type: none"> Involved in design and construction of primary schools in a number of donor-financed projects, e.g. AsDB Basic Education for Girls Project. Risk of corruption when contracting private sector for construction. 	<ul style="list-style-type: none"> Projects should finance the construction of complete primary schools to replace temporary structures. Projects should finance the construction of dormitories at selected complete primary schools so ethnic minority children can complete their primary education.

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Comments
Ministry of Public Health	<ul style="list-style-type: none"> Mandate to plan, guide and support public health services and water supplies. 	<ul style="list-style-type: none"> Heavily dependent on foreign aid for expending it's the network of health facilities and constructing village water supply schemes and sanitation facilities. Limited number of qualified medical staff. Lack of efficient health programmes suitable for minority ethnic groups. 	<ul style="list-style-type: none"> Involved in designing and constructing dispensaries and drinking water schemes with donor assistance. 	<ul style="list-style-type: none"> Projects should provide funding for village water supply and sanitation schemes and dispensaries but arrangements for their O&M need to be in place.
Lao Women's Union	<ul style="list-style-type: none"> A mass organization with a mandate specific to women. Widespread presence down to village level. 	<ul style="list-style-type: none"> Can lack influence in male-dominated decision making processes. Inadequate numbers of staff, equipment and operating funds for its mandated responsibilities. No technical expertise for on and off-farm income generating activities. 	<ul style="list-style-type: none"> The presence of the Lao Women's Union network down to the village level is an opportunity for community development and gender mainstreaming. 	<ul style="list-style-type: none"> Lao Women's Union should continue to play a key role in community development and gender mainstreaming. For support to on and off-farm income-generating activities Lao Women's Union should seek assistance from the technical agencies and savings and credit schemes.
Provincial and District Levels				
Provincial Departments of Planning and Investment and District Offices	<ul style="list-style-type: none"> Mandate to plan and support the provincial social and economic development programme and Public Investment Programme. Mandate to co-ordinate all provincial line agencies in the execution of the Public Investment Programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Limited capacity to plan and co-ordinate multi-sector, multi-donor supported rural development and poverty reduction programmes. Lack of equipment and operating funds. Insufficient staff for planning and M&E functions and existing staff lack the required capabilities. 	<ul style="list-style-type: none"> Government decentralisation policy provides a good opportunity for decentralised planning, financing and implementation of rural development and poverty reduction programmes. Lack of ability of the provincial government to manage and co-ordinate donor financed activities in the same area is a danger. 	<ul style="list-style-type: none"> IFAD should provide institutional development and capacity building support to the Department to support its co-ordination role. Department should assume responsibility for community mobilisation and participatory planning under IFAD projects/programmes.
Provincial Agriculture and Forestry Offices and District Offices	<ul style="list-style-type: none"> Mandate to plan and implement agricultural and forestry development programmes, including crops, irrigation livestock, aquaculture, forestry and the management of natural resources. Adequate numbers of staff at 	<ul style="list-style-type: none"> Limited budget and few staff at district level. Limited capacity to deliver extension services and technical support in upland areas. Irrigation staff concentrated at provincial and not at district level. Lack of female and ethnic minority extension staff. Insufficient training, logistical support and 	<ul style="list-style-type: none"> The larger number of staff in forestry sections is an opportunity for supporting non-timber forest products and agro-forestry activities. A participatory extension approach based on generalist extension workers at district level should be adopted. 	<ul style="list-style-type: none"> IFAD projects should support district staff (incentives, training and transport) and deploy trained technical staff from provincial to district offices to boost capacity and motivation.

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Comments
	provincial level	funds to motivate the work of district staff.		<ul style="list-style-type: none"> • IFAD projects should adopt a participatory extension approach. • IFAD projects should recruit more female and ethnic minority extension staff and village extension workers. •
Provincial Department of Communications, Transport, Posts and Construction and District Offices	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate to plan and implement the rural road construction programme and road maintenance. • Stronger presence at provincial rather than district level. 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of capacity for construction and supervision at district level. • Shortage of equipment and operating funds. • Lack of guideline for community participation in the maintenance of local roads. 	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunities exist to finance construction of local roads. • Effective arrangements and commitment for maintenance of local roads required. 	<ul style="list-style-type: none"> • Projects should finance local road construction and maintenance. • Projects should pilot community participation in O&M of local roads.
Provincial Education Service and District Offices	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate to plan and implement provincial and district formal and non-formal education programmes. • Stronger presence at provincial rather than district level. 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of complete primary schools (Grades 1-5), especially in remote rural areas. • Many primary schools need replacement as made of temporary materials. • Shortage of competent teachers, especially in the remote rural areas. 	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunity to increase primary school attendance by children from ethnic groups and to increase the quality of teaching. 	<ul style="list-style-type: none"> • Projects should support school classroom construction, dormitory construction and teacher training at selected complete primary schools.
Provincial Department of Public Health and District Offices	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate to plan, implement and support village water supply schemes. • Mandate to plan, implement and support primary health care. • Staff available at provincial level to assist with project drinking water and sanitation activities. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited number of qualified staff and budget for operating costs, including the provision of medicines. • Limited capacity to provide nurses and training of village health workers and traditional birth attendants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Experience of planning and implementing village drinking water supply schemes and construction of dispensaries with donor assistance. 	<ul style="list-style-type: none"> • Projects should finance village drinking water supply and sanitation schemes, the construction of dispensaries and the provision of dispensary equipment. Communities should participate in the planning, financing, implementation and O&M.
Agricultural Promotion Bank and Lao Development Bank	<ul style="list-style-type: none"> • Specialised bank for agriculture sector lending. • Greater outreach in the rural areas than other state-owned commercial banks. 	<ul style="list-style-type: none"> • Not yet operating on commercial basis. • Poor quality loan appraisal capacity. 	<ul style="list-style-type: none"> • Government restructuring the bank to make it financially sustainable. 	<ul style="list-style-type: none"> • “Targeted” or “Directed” credit can not be channelled through the banking system to specific areas due to the agreement between the Government and the

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Comments
				AsDB...
Village Level				
Village Administrative Committees/ Village Development Committees	<ul style="list-style-type: none"> Village Administrations are the main project interlocutors at village level. Government policy of decentralisation makes the villages the basic implementing units for poverty reduction and rural development programmes. 	<ul style="list-style-type: none"> Village Administrations lack experience of development activities. Where established Village Development Committees are dormant and do not continue when project assistance ceases and are unsustainable. Villages lack control of resources for their own social and economic development and the capacity to negotiate the services available from service providers (public or private sector). Lao Women's Union not always invited to meetings of the Village Administration Committee. 	<ul style="list-style-type: none"> With decentralisation villages have the opportunity to take the lead in developing the village's resources. Some training in participatory planning and development provided to Village Administrations and Village Development Committees and their members. With decentralisation village chiefs are to be more involved in tax collection and security. 	<ul style="list-style-type: none"> Village Administrations should have a development role and manage resources and negotiate the provision of services with the service providers. IFAD projects should support and train members of the Village Administrations in participatory development and ensure that women are represented.
Users and Activity Groups and Associations	<ul style="list-style-type: none"> Many user and activity groups already exist to manage various facilities e.g. irrigation and water supply schemes and primary schools. 	<ul style="list-style-type: none"> Rules and regulations for water user associations to own, operate and maintain the relevant infrastructure are not being implemented. Failure to issue land use certificate lead to lack of incentives for farmers to invest and participate in the irrigation development. O&M groups for most other infrastructure investments have not been established in most villages. 	<ul style="list-style-type: none"> Some experience available in organising rural people to participate in planning, design, construction and O&M of rural infrastructure facilities. Opportunity to pilot cost sharing, user group formation and O&M of facilities by the users themselves. Opportunities exist to form activity groups for the production of specific crops and livestock, off-farm income generating activities and savings and credit activities (village banking). 	<ul style="list-style-type: none"> Provision of land use certificates and group formation must take place prior to funding any rural infrastructure investment. IFAD should provide support to user groups in terms of training for resources management, conflict resolution, collection of user charges and to include women in user committees.

IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME

IFAD Strategic Framework	IFAD Regional Strategy	National Growth And Poverty Eradication Strategy	Millennium Development Goals	COSOP
To achieve the greatest possible impact in enabling the rural poor to overcome their poverty through:	To focus on in less favoured areas through:	Free from the state of underdevelopment and graduate from the group of Least Development Countries by 2020 through:	Millennium Declaration of September 2000:	Enhanced impact on reducing poverty in target districts identified as the poorest and poor by the NGPES.
Human and Social Capital				
<ul style="list-style-type: none"> Strengthening the capacity of the rural poor and their organizations. 	<ul style="list-style-type: none"> Enhancing capabilities of marginalised group in uplands and mountainous areas. Enhancing women's capabilities to transform gender relations. 	<ul style="list-style-type: none"> Building up new village-based institutions that involve active participation of upland communities in development resource planning and management and farmers, in production, processing and marketing. Expanding equitable access to quality education, health services and markets for marginalised upland communities within 72 poor districts. 	<ul style="list-style-type: none"> MDG (2) Achieve universal primary education. MDG (3) Promote gender equality and empower women. MDG (4) Reduce child mortality. MDG (5) Improve maternal health. MDG (6) Combat HIV/AIDS, malaria and other diseases. 	<ul style="list-style-type: none"> To strengthen the capacity of poor rural households and their village-based organizations. To promote gender sensitive and participatory development at the village level. To transform gender relations by helping women to take a greater role in decision-making both within households and communities.
Natural, Financial and Physical Capital				
<ul style="list-style-type: none"> Improving equitable access to productive natural resources and technology; and Increasing access to financial services and markets. 	<ul style="list-style-type: none"> Enhancing access to assets, technology, financial services and markets. Enhancing the productivity of staple food and high-value commodities in less favoured areas through sustainable agricultural technologies. Expanding the capabilities of the poor and the vulnerable through greater access to self-help, local accumulation, new skills and technology. Expanding non-farm employment and income-generating opportunities. 	<ul style="list-style-type: none"> Enhancing access to credit and financial services for the rural poor; improving land access through a more participatory and community based Land Use Planning /Land Allocation. Facilitating sustainable management of natural resources with the involvement of all stakeholders, while protecting the environment and maintaining socio-economic development for the poor. Creating more jobs and raising rural incomes by developing rural industry, services and other off-farm activities. Increasing competitiveness of niche agricultural products in differentiated domestic and international markets, 	<ul style="list-style-type: none"> MDG (1) Eradicate poverty and hunger. MDG (7) Ensure environmental sustainability. 	<ul style="list-style-type: none"> To improve household livelihoods (food and income security and natural resource management). To provide access to productive resources, improved technology, financial services and markets. To develop market linkages and support market-based livelihood opportunities amongst the target communities.

IFAD Strategic Framework	IFAD Regional Strategy	National Growth And Poverty Eradication Strategy	Millennium Development Goals	COSOP
		<p>while improving processing capability in order to raise product quality and better meet domestic and export demand.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Developing infrastructure to create opportunities and enable access to public services in poor areas. • Increasing productivity, reducing production costs, and promoting diversification in upland agricultural, forestry, livestock/fisheries and non-timber forest products production and quality. • Strengthening upland applied research and technology transfer and improving the extension system, paying special attention to the needs and livelihood systems of farmers in mountainous areas. 		
Policy and Institutions				
<ul style="list-style-type: none"> • Harnessing and disseminating knowledge to a broad spectrum of national and international partners. • Supporting the development of national partnerships among the poor, governments, the private sector and civil society. • Building regional and international coalitions. • Helping to establish institutions and policy frameworks in support of the poor. 	<ul style="list-style-type: none"> • Reforming property and tenure rights of various marginalised minorities and indigenous peoples. • Strengthening policy dialogue with governments to replicate and scale up projects and programmes that have demonstrated impact. • Developing strategic partnership with like-minded partners to build coalitions of the poor and to formulate pro-poor policies. 		<ul style="list-style-type: none"> • MDG (8) Develop a global partnership for development. 	<ul style="list-style-type: none"> • To strengthen in-country capacity for developing effective pro-poor policies and institutions. • To develop the capacity of key service providers for delivering quality service to the target group, including introduction of a participatory and demand-driven work culture. • To improve the accountability of public institutions and systems and procedures of decentralisation. • To strengthen partnerships and knowledge management with the poor, government and other like-minded development agencies.

APPENDIX V

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED

Agency	Sector	Investment Since 1997	Area	Complementary/Synergy Potential
AsDB	Agriculture, irrigation, rural development and social infrastructure.	USD 253.4 million	Emphasis on northern provinces, with an ongoing project in Houaphanh, which aims to stabilise shifting cultivation. Two other relevant projects: Community Managed Irrigation and Basic Education for Girls.	Source of lessons learnt concerning rural development and alternatives to shifting cultivation and opium production, participatory irrigation management and provision of primary education in rural areas.
AFD	Rural development.	USD 19.5 million	Phongsaly, South Sayaburi, Champassack and Vientiane.	Possible source of lessons learnt from its experience from agricultural and rural development, especially in South Sayabouri.
AusAID	Primary health care, livestock and rural development.	USD 43.4 million	Houphanh, Phongsali, Sayabouri and Luang Prabang.	Possible source of lessons learnt from the systems and methodology developed under its programmes.
EC	Rural development, including livestock.	USD 47 million	Luang Prabang, Luang Namtha and Phongsali.	Possible source of lessons learnt from its experience from agricultural, livestock and rural development.
Luxembourg	Rural development and health	N/A	Vientiane, Bolikhamxai and Oudomxai.	High as source of lessons learnt as a co-financer of the on-going IFAD Community Initiatives Support Project in Oudomxai.
FAO	Food security, integrated pest management, agricultural support system, gender analysis, non-timber forest products and natural resources management.	N/A.	In selected provinces.	High as a source of expertise and methodology for food security, integrated pest management, agricultural support system, gender analysis, non-timber forest products and natural resources management.
GTZ	Rural development.	USD 40.5 million	Xieng Khouang, Luang Namtha and Bokeo.	High as a source of lessons learnt from Bokeo and the food for work project to support new villages in Attapeu. GTZ is co-financing the new IFAD programme in Sayabouri as part of the Integrated Rural Development in Mountainous Areas in Northern Lao People's Democratic Republic and will provide the TA required.
JICA	Health, education, environment, agriculture forestry, fisheries and transport.	USD 367.3 million	Vientiane Province, Vientiane Municipality, Oudomxai, Xieng Khouang, Khammouane, Luang Prabang, Savannakhet, Attapeu, Sekong, Champasach and Luang Namtha.	Possible source of lessons learnt from the systems and methodology developed under the various programmes.
SIDA	Natural resources management, forestry and upland agriculture, extension systems, infrastructure (roads and clean water).	USD 41.4 million	Oudomxai, Luang Prabang, Khammouane and the Central Government (Ministries of Education, Finance and Agriculture and Forestry and the Committee for Planning and Investment).	High, as the systems and methodology developed under its programmes highly relevant, especially in upland agricultural development, new extension systems and the approach for the establishment of the Road Maintenance Fund.

APPENDIX V

Agency	Sector	Investment Since 1997	Area	Complementary/Synergy Potential
UNDP	Environment, livelihoods and gender mainstreaming, microfinance.	USD 64.4 million	Sekong, Sayabouri and Oudomxai.	Lessons learned from co-financing the Northern Sayabouri Rural Development Project. Possible, to reflect field experience in policy dialogue with Government.
UNFPA	Gender mainstreaming and reproductive health services.	USD 4.0 million ^a	National and in Saravane, Sekong and Attapeu.	Very high in view of the importance of women in social and economic development and UNFPA's expertise in the provision of reproductive health services. Will consider providing equipment, staff and volunteer training and drug revolving funds in Attapeu under parallel funding.
UNODC	Alternative development to opium production.	USD 15.6 million	Nationwide with emphasis on northern provinces.	Lessons learned from co-financing in Xieng Khouang Possible in Sayabouri where a drug demand programme is on-going which would complement the IFAD programme's rural development activities including introduction of alternatives to the cultivation of opium poppies.
World Bank	Agricultural Development Project.	USD 120.1 million	Four southern provinces.	Minimal as only operating in nine village in one programme district in Attapeu (Saysetha). Activities will end in 2005 apart from the proposed construction of one irrigation scheme.
WFP	Emergency relief, food for work, school feeding.	USD 6.22 million ^b	Vulnerable and food insecure districts in the country, which are largely comparable to those identified as the poorest by the National Growth and Poverty Eradication Strategy.	High, a natural co-financing partner in reducing rural poverty through food-for-work activities. All three programme districts in Attapeu are priorities for WFP.
Other Bilateral Agencies	All sectors	459.33 million	Covering almost all provinces in the country.	Possible, depending on the provinces and the focus of their programmes.
International Non-Governmental Organisations	Rural, community and human resource development, non-timber forest products and humanitarian relief.	N.A.	Covering almost all provinces in the country, including Sayabouri and Attapeu.	Examples are: (i) ADDRA (with AusAid funds) have installed many drinking water supply schemes in Attapeu. (ii) In Sayabouri possible source of lessons learnt from the recently completed CARE activities (Hongsa district). Possible opportunities for collaboration with CARE in Sayabouri district, if there is a second phase after 2006 for which CARE is seeking funds. (iii) Depending on the fund availability Save the Children Australia hopes to continue support for primary health care in Sayabouri after 2005 under parallel funding.

^a Third country programme 2002-06 only.

^b Current project only.